

Les déboires d'un désarmement trop lent

par R. Harry Jay

Les porte-parole canadiens ont souligné à maintes reprises l'exaspération et le désappointement croissants ressentis par la plupart des pays — et certainement par le Canada — du fait que la communauté internationale soit incapable d'affronter concrètement et rapidement les terrifiants problèmes auxquels elle se heurte dans le domaine du désarmement. Hormis quelques progrès modestes, le bilan est en effet désolant.

Dans cinq ans, serons-nous forcés de reconnaître que la proclamation des années 70 comme la Décennie du désarmement était un geste posé sans conviction? La sécurité internationale sera encore plus menacée si, au cours du prochain lustre, nous ne nous attaquons pas aux tâches définies pour la Décennie. Il importe d'en arriver à une entente à brève échéance sur les problèmes très urgents de la maîtrise des armements et de prendre des mesures vigoureuses pour en venir à bout.

Tous les États militairement importants en ont la responsabilité solidaire, mais c'est avant tout aux États dotés d'armes nucléaires de veiller à ce que la Décennie du désarmement ne se solde pas par un échec. De tous les problèmes à résoudre dans le domaine du désarmement et de la maîtrise des armements, le plus grave et le plus pressant est celui de limiter et de réduire les arsenaux stratégiques, de jeter un interdit formel sur tous les essais d'armes atomiques et de renforcer davantage les mécanismes prévus pour empêcher la prolifération nucléaire.

Tout utiles qu'ils ont été, les pourparlers entre les États-Unis et l'Union

soviétique sur la limitation des armements stratégiques (SALT) n'ont pas encore ralenti la course aux armements et encore moins abouti à la moindre réduction des arsenaux nucléaires. C'est d'un bon œil que le Canada a vu intervenir l'accord SALT-I et apparaître à Vladivostok en 1974 le principe de l'égalité numérique des dispositifs stratégiques centraux. Depuis quatre ans que l'accord SALT-I a été signé, il reste à entériner les principes de Vladivostok dans un accord SALT-II définitif. En quatre ans, les perfectionnements des arsenaux stratégiques ont compliqué davantage la tâche de juguler la surenchère nucléaire. Les problèmes auxquels font face les États-Unis et l'Union soviétique pour entreprendre un désarmement même partiel et progressif sont très complexes. Quoi qu'il en soit, les deux superpuissances doivent se montrer encore plus déterminées à les surmonter. Elles doivent se hâter de conclure l'accord SALT-II et dès lors s'acheminer vers un accord SALT-III, c'est-à-dire passer des simples limitations à des véritables réductions des armements nucléaires.

Les essais d'armes nucléaires

Malgré les appels lancés chaque année pendant près de trois décennies dans des résolutions des Nations Unies, la prohibition de tous les essais d'armes nucléaires n'a presque pas progressé. Deux États dotés d'armes nucléaires n'ont pas encore signé le Traité d'interdiction partielle de 1963, et l'un d'eux procède encore à des expériences dans l'atmosphère.

Il est difficile d'admettre que les États nucléaires eux-mêmes n'aient pas déployé plus d'efforts pour triompher des obstacles à l'interdiction des essais nucléaires. Il est encore plus difficile de comprendre pourquoi il est impossible, comme l'a prétendu l'Union soviétique, d'en arriver à une interdiction absolue des essais atomiques sans que les cinq États nucléaires n'y participent dès le départ. Car tôt ou tard — et le plus tôt sera le mieux — tous les États nucléaires devront cesser leurs essais

M. Jay est ambassadeur du Canada auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et de la Conférence du Comité du désarmement. Les opinions exprimées dans cet article sont celles du gouvernement du Canada. M. Jay en a donné une version plus complète dans une déclaration à la Première Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies le 5 novembre 1976.